

## LE SERVICE PUBLIC MALADE DES SÉVICES DU PRIVÉ

PAR JACK DION

Il faut toujours lire Dominique Seux. D'abord, parce qu'il est éditorialiste du journal *les Echos*, propriété de l'oligarque Bernard Arnault, et que ce statut vous classe son homme. Ensuite, parce qu'il a le monopole de la pensée économique dans « Le 7/9 » de France Inter, et qu'à ce titre il donne le ton à un orchestre médiatique peu enclin à l'innovation. Le bon Dr Seux a donc entrepris d'expliquer « *ce qui tue (vraiment) le service public* ». A l'en croire, les cheminots et les fonctionnaires « *qui bénéficient d'un emploi à vie* » (privilège insupportable) appartiennent « *à des entreprises qui dysfonctionnent* ». Voilà qui n'est pas (totalement) faux. Encore faudrait-il savoir pourquoi il en est ainsi. Pour Dominique Seux, l'explication est simple : « *C'est l'absence de réformes qui tue les services publics* ». En vertu de quoi il fustige « *l'immobilité* », vitupère « *la responsabilité syndicale quand elle cogère le manque de courage* », avant de saluer Emmanuel Macron, le Bonaparte de la réforme tant attendue.

**En route (en marche, plutôt) pour des lendemains radieux !** Une telle présentation est digne d'un exercice de prestidigitatation. Elle permet d'esquiver le résultat des réformes d'hier pour faire avaliser celles de demain, toutes inspirées des dogmes en vigueur dans le privé, toutes coulées dans le bronze des certitudes par les apparatchiks de l'Union européenne.

Bossuet disait : « *Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes* ». Comment peut-on constater les difficultés (relatives) des services publics sans effectuer ni état des lieux ni bilan ? En effet, c'est moins l'absence de réformes qui pose problème que leur orientation, leur présupposé, leur a priori idéologique. A l'hôpital comme à la SNCF ou ailleurs, on a fait de la rentabilité financière l'alpha et l'oméga de tout choix.

**Avec la tarification à l'acte, on a expliqué qu'il fallait gérer l'hôpital à la manière d'une entreprise**, au risque de le transformer en clinique commerciale, tout en lui imposant des malades exclus de ce genre d'établissement privé. Dans les différentes sphères de la fonction publique, on en est à près de 30 réformes en quelques décennies, qui ont malheureusement échappé à l'œil investigateur de Dominique Seux.

Partout, on a vu fleurir les préceptes du « management » chers aux adeptes des universités d'été du Medef, avec l'hymne à la « souplesse » qui est souvent le premier pas vers la flexibilité sans sécurité. On compte déjà 17 % de contractuels dans la fonction publique. Ce chiffre peut même atteindre 40 % au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, autrement dit dans une enceinte où l'on est supposé préparer l'avenir.

**L'exemple de la SNCF est encore plus caricatural.** Certains n'ont cessé de mettre en avant la dette de l'entreprise publique, en oubliant que l'Etat s'est désengagé considéra-

blement au moment où la SNCF se lançait dans des investissements massifs dans le TGV. Ces « experts » ont introduit les principes du privé pour faire de la SNCF « une entreprise comme les autres », ce qui a conduit à un rétrécissement et à une dégradation de sa mission. Ils occultent le résultat catastrophique de la privatisation du rail en Grande-Bretagne, où des voix autorisées proposent le retour à la nationalisation. Ils taisent l'expérience de la libéralisation du fret ferroviaire qui tient du Waterloo économique. Le transport de marchandises par rail n'a jamais été aussi faible en France alors que ce devrait être l'une des réponses les plus pertinentes au défi écologique.

De même, les donneurs de leçons orthodoxes n'évoquent jamais les partenariats public-privé qui permettent à des groupes comme Vinci de se payer sur la bête publique. Ils ne cessent de mettre en accusation

le statut des cheminots – qui est l'une des garanties d'un travail qualifié –, mais se gardent d'évoquer celui des rentiers qui s'enrichissent en dormant depuis que l'Etat a cédé les autoroutes à des entreprises privées connues pour être les principaux concurrents de la SNCF. Qui dit mieux ?

Qu'il faille redéfinir les missions du service public, revoir son mode de fonctionnement, dépoussiérer ses structures, redéfinir ses missions, c'est l'évidence. Encore faut-il le faire dans l'esprit qui sied à une activité devant échapper par principe aux contraintes de la rentabilité immédiate, non en se pliant aux diktats du marché. Après tout, même au sein de l'élite, nul n'est obligé de persévérer dans l'erreur. ■

DU RAB DE RÉFORMES,

